

RCS : AIX EN PROVENCE

Code greffe : 1301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AIX EN PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2017 B 01132

Numéro SIREN : 535 288 823

Nom ou dénomination : NEXTALK

Ce dépôt a été enregistré le 26/05/2023 sous le numéro de dépôt 3100

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	324 057	321 653	2 405	7 591
Fonds commercial	2 359 169		2 359 169	2 359 169
Autres immobilisations incorporelles	1 695 010	1 593 196	101 813	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	631 536	585 475	46 061	51 048
Autres immobilisations corporelles	1 704 951	1 163 750	541 201	661 680
Immobilisations en cours	1 073		1 073	12 785
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 900		1 900	1 900
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	58 295		58 295	56 777
ACTIF IMMOBILISE	6 775 990	3 664 074	3 111 916	3 150 951
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	2 634 006		2 634 006	1 995 601
Autres créances	504 941		504 941	644 737
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	3 678 586		3 678 586	2 714 239
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	163 705		163 705	158 954
ACTIF CIRCULANT	6 981 237		6 981 237	5 513 531
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	13 757 228	3 664 074	10 093 153	8 664 482

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 223 258)	223 258	223 258
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 817 994	1 817 994
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	23 284	23 284
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	1 459 672	1 412 133
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 336 449	950 767
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	4 860 657	4 427 436
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	782 417	829 941
PROVISIONS	782 417	829 941
DETTE FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTE D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 400 546	1 364 699
Dettes fiscales et sociales	2 306 833	1 904 274
DETTE DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	736 224	131 657
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	6 475	6 475
DETTE	4 450 079	3 407 105
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	10 093 153	8 664 482

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	14 645 227	20 605	14 665 832	11 366 089
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	14 645 227	20 605	14 665 832	11 366 089
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			33 895	10 667
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			47 672	40 691
Autres produits			41	26
PRODUITS D'EXPLOITATION			14 747 440	11 417 472
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 458	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			7 764 830	5 679 028
Impôts, taxes et versements assimilés			211 850	223 938
Salaires et traitements			3 418 298	2 911 807
Charges sociales			1 156 060	1 175 495
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			166 282	238 682
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			184 798	105 580
Autres charges			41 843	52 734
CHARGES D'EXPLOITATION			12 945 418	10 387 263
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 802 022	1 030 209
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			192 258	94 661
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			192 258	94 661
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			192 258	94 661
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 994 280	1 124 870

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 787	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 787	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 596	1 500
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		5 500
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	7 596	7 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-4 809	-7 000
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	226 979	-68 170
Impôts sur les bénéfices	426 042	235 273
TOTAL DES PRODUITS	14 942 485	11 512 133
TOTAL DES CHARGES	13 606 035	10 561 366
BENEFICE OU PERTE	1 336 449	950 767

Annexes

1. Faits marquants

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Evénements post clôture :

Il n'y a pas d'événement post clôture.

2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux normes comptables définies par le Plan Comptable Général et selon la réglementation en vigueur résultant des arrêtés des comités de la réglementation comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

Continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en France.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2-1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production pour les projets immobilisés.

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue et selon le mode linéaire.

Amortissements Immobilisations incorporelles		Amortissements fiscalement pratiqués
-----	-----	-----
Logiciels	33,1/3 % L	33,1/3 % L
Production immobilisée	20% à 33,1/3 % L	20% à 33,1/3 % L

Le fonds de commerce provient de l'apport partiel d'actif dont a bénéficié la société au 30/06/2018, et qui portait sur l'activité centre de contact de la société Monext.

Pour les immobilisations incorporelles, tant pour celles qui sont amorties que pour celles qui ne font pas l'objet d'un plan d'amortissement, des indices de perte de valeur sont définis et suivis.

Lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, un test de dépréciation de l'actif considéré est réalisé afin de déterminer si sa valeur d'usage est au moins égale à sa valeur nette comptable.

Un test de dépréciation est réalisé chaque année sur le fonds de commerce.

La méthode appliquée en matière de comptabilisation des logiciels et autres immobilisations incorporelles créés en interne est la suivante :

- * Les coûts de développement sont comptabilisés en tant qu'actifs si :
 - Il est probable que des avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise
 - Le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.
- * Toutes les dépenses de création ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont comptabilisées en charges ;
- * toutes les dépenses de création survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées.

2-2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants
(L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Amortissements

Immobilisations corporelles	pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
-----	-----	-----
Constructions	5 % L	5 % L
Installations techniques, mat.outillage	20 % L	20 % L
Install. générales agencés, aménagés	10 % L	10 % L
Matériel de transport	25 % L	25 % L
Matériel de bureau et informatique	33,1/3 % L	33,1/3 % L
Mobilier	10 % L	10 % L

2-3 STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

2-4 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

2-5 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par l'entité du niveau de risque au cas par cas.

2-6 RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est reconnu lors de l'exécution des prestations de services ou lors de la livraison des biens.

Le chiffre d'affaires sur les contrats au forfait est reconnu selon la méthode de l'avancement.

2-7 VALEUR MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées suivant la méthode de premier entré, premier sorti. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur à la clôture est inférieure à la valeur comptable.

3. Notes sur le bilan

3-1 CHARGES A PAYER

Les charges à payer se décomposent de la manière suivante :

Dettes fournisseurs et comptes rattachés 1 400 546 €
(dont fournisseurs factures non parvenues : 1 106 941 €)

Autres dettes : 530 718 €

Dettes fiscales et sociales : 2 306 833 €
(dont provisions pour charges à payer : 1 212 204 €)

3-2 PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir se décomposent de la manière suivante :

Clients factures à établir : 28 681 €

3-3 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avances concernent majoritairement des prestations de services et des maintenances.

3-4 CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres pour un montant de + 433 221 € correspond à :

- Distribution de dividendes pour - 903 228 €
- Résultat de l'exercice pour 1 336 449 €.

3-5 ENTREPRISES LIEES

Sociétés du groupe Crédit Mutuel Arkéa

	GIE FEDERAL SERVICE S	FEDERAL EQUIPEMENT	FEDERAL FINANCE	CREDIT MUTUEL ARKEA	ABEI	CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE	ARKEA SCD	FINANCO	MONEXT	SURAVENIR	SURAVENIR ASSURANCES	ARKEA BANKING SERVICES
Chiffre d'affaires	489 989			1 377 595				165	2 718 330	186 401	429 105	
Compte client	102 983			469 697				501	34 672	17 673	58 248	
Charges	41 586	5 037	1 466	12 902			270 542		580 350			
Fournisseurs	2 969	-665		-1 917			-58 554		-157 893			
Compte courant d'intégration fiscale												
Compte bancaire					3 640 738	36 919						

3-6 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges concernent des litiges salariaux.

4. Notes sur le compte de résultat

4-1 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel au 31/12/2022 est composé comme suit :

- Pénalité URSSAF (charges) 6 410 €
- Pénalité sur marché (charges) 1 186 €
- Pénalité de retard (produit) 2 787 €

5. Autres informations

5-1 REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5-2 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Il n'y a pas d'engagements hors bilan.

5-3 SITUATION FISCALE LATENTE

	31/12/2022
Participation Salariés	226 979 €
Effort construction	13 679 €
Provisions Engagements retraite	52 298 €
Total Base d'économie futur d'impôts	292 956 €
Taux d'impôts	25,00%
Economies futures d'impôts	73 239 €

5-4 ENGAGEMENT DE RETRAITE

La méthode d'évaluation retenue repose sur l'actualisation des droits en fin de carrière.
Une provision est comptabilisée pour un montant de 582 417 €.

Le taux retenu pour l'actualisation des engagements de retraite est le suivant :

- Taux d'actualisation = 3,64 %

5-5 EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen sur l'exercice s'établit à 105 au 31 décembre 2022.

5-6 INTEGRATION FISCALE

La société est intégrée au groupe fiscal dont la société Crédit Mutuel Arkéa est la société mère.

Au 31 décembre 2022 il n'y a pas de déficit fiscal reportable.

6. Consolidation

Les comptes de la société Nextalk sont consolidés par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Mutuel Arkéa SA coopérative de crédit - RCS Brest 775 577 018

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 276 039		102 197
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	611 143		20 394
Installations générales, agenc., aménag.	1 080 435		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	609 664		13 947
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	12 785		1 073
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 314 027		35 413
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 900		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	56 777		1 517
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	58 677		1 517
TOTAL GENERAL	6 648 743		139 127

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			4 378 236	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.			631 536	
Installations générales, agencements divers		11 880	1 068 555	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	-12 785		636 396	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	12 785		1 073	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		11 880	2 337 560	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1 900	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			58 295	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			60 195	
TOTAL GENERAL		11 880	6 775 990	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 909 279	5 570		1 914 849
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 909 279	5 570		1 914 849
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	560 095	25 381		585 475
Installations générales, agenc. et aménag. divers	582 437	70 777		653 214
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	445 981	64 554		510 535
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 588 513	160 712		1 749 225
TOTAL GENERAL	3 497 793	166 282		3 664 074

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	762 441	52 298	232 322	582 417
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer	67 500	132 500		200 000
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	829 941	184 798	232 322	782 417
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	7 608		7 608	
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	7 608		7 608	
TOTAL GENERAL	837 549	184 798	239 930	782 417
Dotations et reprises d'exploitation		184 798	47 672	
Dotations et reprises financières			192 258	
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	58 295		58 295
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2 634 006	2 634 006	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 069	2 069	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	29 192	29 192	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	409 008	409 008	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	36 950	36 950	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	27 722	27 722	
Charges constatées d'avance	163 705	147 013	16 692
TOTAL GENERAL	3 360 946	3 285 960	74 987
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 400 546	1 400 546		
Personnel et comptes rattachés	1 033 045	1 033 045		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	509 052	509 052		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	709 059	709 059		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	55 678	55 678		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	205 506	205 506		
Autres dettes	530 718	530 718		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 475	6 475		
TOTAL GENERAL	4 450 079	4 450 079		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	223 258			1
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		4 427 436
Distributions sur résultats antérieurs		950 767
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		3 476 669
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		47 539
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		1 336 449
	SOLDE	1 383 988
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		4 860 657

Page 19/19

PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE
DU 27 AVRIL 2023

Le 27 avril 2023,

Crédit Mutuel ARKEA, Société coopérative à forme anonyme dont le siège social est situé 1 rue Louis Lichou – Le Relecq Kerhuon – 29480 Le Relecq Kerhuon, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Brest sous le numéro 775 577 018, (ci-après « l'Associé unique »).

Associé unique de la société NEXTALK, société par actions simplifiée au capital de 223 258 euros, dont le siège social est situé Europarc Pichaury – 1330 Rue JR Gauthier de la Lauzière - Pôle d'Activité d'Aix en Provence – CS 30548 – 13290 Aix en Provence Cedex 3, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Aix en Provence sous le numéro 535 288 823 (« Société »),

A pris les décisions relatives à :

- *L'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;*
- *Convention visée au titre de l'article L 227-10 du code du commerce*
- *L'affectation du résultat et distribution du résultat*
- *Renouvellement du mandat du CAC*
- *Les pouvoirs pour formalités*

PREMIÈRE DECISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes et le bilan de l'exercice clos au 31 Décembre 2022 tels qu'ils lui ont été présentés.

En conséquence, l'Associée Unique donne quitus de leur gestion pour l'exercice 2022 aux membres du Directoire et du Conseil de surveillance.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique approuve le Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les opérations visées par l'article L 227-10 du Code de Commerce.

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique constatant que le bénéfice de l'exercice 2022 s'élève à 1.336.449,35€, sur la base de la proposition d'affectation du résultat, décide de procéder ainsi :

- 95 % soit 1.269.626,88€ au versement de dividende pour le Groupe Crédit Mutuel Arkéa
- 5 % soit 66.822,47€ au compte « report à nouveau »

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'il y a eu des dividendes versés au cours de l'exercice précédent.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique renouvelle pour une durée de 6 ans le mandat du cabinet STERENN (2 rue Rosemonde Gérard ZAC de Kergaradec – 29800 BREST) en qualité de commissaire aux comptes. Son mandat expirera lors de l'assemblée générale 2029 statuant sur les comptes de l'exercice 2028.

CINQUIEME DECISION

L'Actionnaire Unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

De tout ce qui précède, il a été établi le présent procès-verbal, qui a été signé par l'actionnaire unique et consigné sur le registre de ses décisions.

Pour Crédit Mutuel ARKEA
Madame Anne LE GOFF

par procuration



certifié
conforme à
l'original



NEXTALK

Société par Actions Simplifiée au capital de 223.258 Euros
Siège social : 1330 Rue JRG Gauthier de la Lauzière
Europarc Pichaury Bat A3
13100 Aix En Provence

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous devons, d'une part, vous rendre compte de la situation et de l'activité de votre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2022 et d'autre part, soumettre à votre validation pour approbation par l'Associé Unique les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Nous vous précisons que les comptes de la société soumis à votre approbation ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes comptables que les années précédentes.

I - ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE ET DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE EN COURS

L'exercice social a une durée de douze mois (entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre).

NEXTALK a réalisé un chiffre d'affaires de 14.665.832,16€.

Plusieurs faits marquants sont intervenus au cours de l'exercice écoulé.

Nextalk a connu progression significative du CA par rapport à 2021, qui sont liés à plusieurs facteurs.

En premier lieu il est à noter une reprise de volumes à traiter plus conséquents, en rapport avec ceux de la période pré covid19.

De plus, il convient de mettre en avant l'arrivée de nouveaux clients et de nouvelles prestations. En effet, sont à faire ressortir principalement 3 clients : AXA BANQUE en CRC, DCCP pour sa prestation sur les alertes et MGEN pour des informations de garantie santé.

Ce qui permet une meilleure diversification des prestations et répartition du CA entre les clients.

Grâce au professionnalisme des différentes équipes nous avons intégré ces nouveaux clients et prestations. Les équipes ont été mobilisées et mis toutes leur énergie tout au long de l'année. Elles ont fait preuve de résilience malgré la difficulté sur une bonne partie de l'année à renforcer nos ressources humaines.

Cependant, Nextalk a en 2022 eu les meilleurs résultats financiers (CA/RESULTAT NET) depuis sa création. Sa rentabilité a progressé, notamment grâce à la maîtrise de ses coûts.

II – INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENTS

En application des dispositions de l'article L 441-6-1 al.1 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients.

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu :

	Article D. 441 I -1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I -2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées												
Montant total des factures concernées TTC		58 166			217	58 383		346 209	182 596		127 007	655 811
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice		1,03%			0,00%	1,03%						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice								1,92%	1,01%		0,71%	3,64%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 45 jours fin de mois						Délais contractuels : 30 jours					
	Délais légaux :						Délais légaux :					

	Article D. 441 II : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Article D. 441 II : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (Indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (Indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées												
Montant total des factures concernées TTC		652 515	41 893		3 280	697 688		4 662 131	391 750	10 914	143 601	5 208 396
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice		11,52%	0,74%	0	0,06%	12,32%						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice								25,90%	2,18%	0,06%	0,80%	28,94%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 45 jours fin de mois						Délais contractuels : 30 jours					
	Délais légaux :						Délais légaux :					

III – ÉVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Nous souhaitons capitaliser sur notre expertise, qui s'est enrichie, pour poursuivre avec détermination notre développement. Pour cela nous souhaitons renforcer nos compétences en interne et agrandir nos locaux pour tenir compte de notre croissance et de la QVT de nos collaborateurs.

Les spécificités et les certifications de NEXTALK continuent de crédibiliser le positionnement de l'entreprise et contribuent à notre essor.

Fort du contexte actuel, les effets sur l'augmentation des coûts sociaux et économiques ont été projetés.

Les perspectives 2023 :

- Objectif de CA de 13.160 K€
- Un objectif d'EBITDA de 926 K€.

IV – FILIALES ET PARTICIPATIONS

Pas de filiale, ni de prise de participation.

V – PRISES DE PARTICIPATIONS ET DE CONTROLE

Pas de modification sur les participations Arkea dans Nextalk.

VI – REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

L'Associé Unique de la société Nextalk est la société Crédit Mutuel Arkea, Société coopérative à forme anonyme dont le siège social est situé 1 rue Louis Lichou – Le Relecq Kerhuon – 29480 Le Relecq Kerhuon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le numéro 775 577 018.

VII - ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Pas d'activité de Recherche et Développement pour l'instant.

VIII – MENTION DES DEPENSES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Aucunes charges non déductibles fiscalement (CGI, art.223 quater et 39-4) n'ont été engagées au cours de l'exercice écoulé

IX - PRESENTATION DES COMPTES ET PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

A. Présentation des comptes

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- Un CA de 14.665.832,16€
- Le Bénéfice net est de 1.336.449,35€

B. Proposition d'affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice 2022 s'élève à 1.336.449,35€, proposition est faite d'affecter :

- 95% soit 1.269.626,88€ au versement de dividende pour le Groupe Crédit Mutuel Arkéa
- 5% soit 66.822,47€, au compte « report à nouveau »,

X - DIVIDENDES

Concernant l'exercice clos au 31 décembre 2022, nous proposons, conformément à la proposition d'affectation du résultat ci-dessus de procéder au versement de dividendes.

XI - CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.227-10 DU CODE DE COMMERCE

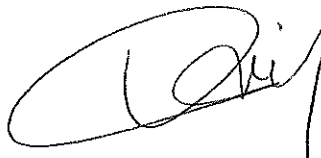
Dans les sociétés unipersonnelles, le Commissaire aux Comptes de la société n'a pas à établir de rapport sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce et, en conséquence, l'Associé Unique n'a pas à statuer sur ces conventions, lesquelles doivent toutefois être mentionnées sur le registre des décisions de l'Associé Unique.

Nous vous demandons de prendre acte qu'aucune nouvelle convention telle que visée à l'article L.227-10 du Code de Commerce n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, ce dont le Commissaire aux Comptes a été informé.

Nous vous invitons enfin à adopter les décisions qui vous sont proposées.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous fournir tout complément d'informations et vous remercions de votre confiance.

Sylvie CORMIER
Présidente du Directoire

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. Cormier', written over a large, loopy oval shape.

NEXTALK

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022



Rue Rosemonde Gérard – CS 20027 – 29801 BREST CEDEX 9
Téléphone 02 98 02 86 86 – Télécopie 02 98 41 77 73

SELAS AU CAPITAL DE 40 000 EUROS – SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES – MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE
OUEST ATLANTIQUE – SIRET 349 516 427 000 37

NEXTALK

Europarc Pichaury – 1330 Avenue JR Guilibert Gautier de la Lauzière – 13290 Aix en Provence
Société par actions simplifiée au capital de 223 258 €
N° Siren : 535 288 823

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

NEXTALK

*Exercice clos le
31 décembre 2022*

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de la société Nextalk,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NEXTALK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

NEXTALK

*Exercice clos le
31 décembre 2022*

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuel de l'exercice.

Créances

Comme indiqué dans l'annexe, les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des créances et à la méthodologie de dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer

NEXTALK

Exercice clos le
31 décembre 2022

la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Brest, le 12 avril 2023

Le commissaire aux comptes

STERENN

Marie BALOURDET,
Associée

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	324 057	321 653	2 405	7 591
Fonds commercial	2 359 169		2 359 169	2 359 169
Autres immobilisations incorporelles	1 695 010	1 593 196	101 813	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	631 536	585 475	46 061	51 048
Autres immobilisations corporelles	1 704 951	1 163 750	541 201	661 680
Immobilisations en cours	1 073		1 073	12 785
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 900		1 900	1 900
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	58 295		58 295	56 777
ACTIF IMMOBILISE	6 775 990	3 664 074	3 111 916	3 150 951
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	2 634 006		2 634 006	1 995 601
Autres créances	504 941		504 941	644 737
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	3 678 586		3 678 586	2 714 239
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	163 705		163 705	158 954
ACTIF CIRCULANT	6 981 237		6 981 237	5 513 531
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	13 757 228	3 664 074	10 093 153	8 664 482

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 223 258)	223 258	223 258
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 817 994	1 817 994
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	23 284	23 284
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	1 459 672	1 412 133
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 336 449	950 767
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	4 860 657	4 427 436
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	782 417	829 941
PROVISIONS	782 417	829 941
DETTE FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTE D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 400 546	1 364 699
Dettes fiscales et sociales	2 306 833	1 904 274
DETTE DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	736 224	131 657
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	6 475	6 475
DETTE	4 450 079	3 407 105
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	10 093 153	8 664 482

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	14 645 227	20 605	14 665 832	11 366 089
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	14 645 227	20 605	14 665 832	11 366 089
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			33 895	10 667
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			47 672	40 691
Autres produits			41	26
PRODUITS D'EXPLOITATION			14 747 440	11 417 472
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			1 458	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			7 764 830	5 679 028
Impôts, taxes et versements assimilés			211 850	223 938
Salaires et traitements			3 418 298	2 911 807
Charges sociales			1 156 060	1 175 495
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			166 282	238 682
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			184 798	105 580
Autres charges			41 843	52 734
CHARGES D'EXPLOITATION			12 945 418	10 387 263
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 802 022	1 030 209
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			192 258	94 661
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			192 258	94 661
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			192 258	94 661
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 994 280	1 124 870

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 787	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 787	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 596	1 500
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		5 500
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	7 596	7 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-4 809	-7 000
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	226 979	-68 170
Impôts sur les bénéfices	426 042	235 273
TOTAL DES PRODUITS	14 942 485	11 512 133
TOTAL DES CHARGES	13 606 035	10 561 366
BENEFICE OU PERTE	1 336 449	950 767

Annexes

1. Faits marquants

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Evénements post clôture :

Il n'y a pas d'événement post clôture.

2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux normes comptables définies par le Plan Comptable Général et selon la réglementation en vigueur résultant des arrêtés des comités de la réglementation comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

Continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables en France.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2-1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production pour les projets immobilisés.

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue et selon le mode linéaire.

Amortissements Immobilisations incorporelles		Amortissements fiscalement pratiqués
-----	-----	-----
Logiciels	33,1/3 % L	33,1/3 % L
Production immobilisée	20% à 33,1/3 % L	20% à 33,1/3 % L

Le fonds de commerce provient de l'apport partiel d'actif dont a bénéficié la société au 30/06/2018, et qui portait sur l'activité centre de contact de la société Monext.

Pour les immobilisations incorporelles, tant pour celles qui sont amorties que pour celles qui ne font pas l'objet d'un plan d'amortissement, des indices de perte de valeur sont définis et suivis.

Lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, un test de dépréciation de l'actif considéré est réalisé afin de déterminer si sa valeur d'usage est au moins égale à sa valeur nette comptable.

Un test de dépréciation est réalisé chaque année sur le fonds de commerce.

La méthode appliquée en matière de comptabilisation des logiciels et autres immobilisations incorporelles créés en interne est la suivante :

- * Les coûts de développement sont comptabilisés en tant qu'actifs si :
 - Il est probable que des avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise
 - Le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.
- * Toutes les dépenses de création ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont comptabilisées en charges ;
- * toutes les dépenses de création survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées.

2-2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants
(L = linéaire ; D = dégressif ; E = exceptionnel) :

Amortissements

Immobilisations corporelles	pour dépréciation	Amortissements fiscalement pratiqués
-----	-----	-----
Constructions	5 % L	5 % L
Installations techniques, mat.outillage	20 % L	20 % L
Install. générales agencets, aménagts	10 % L	10 % L
Matériel de transport	25 % L	25 % L
Matériel de bureau et informatique	33,1/3 % L	33,1/3 % L
Mobilier	10 % L	10 % L

2-3 STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

2-4 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

2-5 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par l'entité du niveau de risque au cas par cas.

2-6 RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est reconnu lors de l'exécution des prestations de services ou lors de la livraison des biens.

Le chiffre d'affaires sur les contrats au forfait est reconnu selon la méthode de l'avancement.

2-7 VALEUR MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées suivant la méthode de premier entré, premier sorti. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur à la clôture est inférieure à la valeur comptable.

3. Notes sur le bilan

3-1 CHARGES A PAYER

Les charges à payer se décomposent de la manière suivante :

Dettes fournisseurs et comptes rattachés 1 400 546 €
(dont fournisseurs factures non parvenues : 1 106 941 €)

Autres dettes : 530 718 €

Dettes fiscales et sociales : 2 306 833 €
(dont provisions pour charges à payer : 1 212 204 €)

3-2 PRODUITS A RECEVOIR

Les produits à recevoir se décomposent de la manière suivante :

Clients factures à établir : 28 681 €

3-3 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avances concernent majoritairement des prestations de services et des maintenances.

3-4 CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres pour un montant de + 433 221 € correspond à :

- Distribution de dividendes pour - 903 228 €
- Résultat de l'exercice pour 1 336 449 €.

3-5 ENTREPRISES LIEES

Sociétés du groupe Crédit Mutuel Arkéa

	GIE FEDERAL SERVICE S	FEDERAL EQUIPEMENT	FEDERAL FINANCE	CREDIT MUTUEL ARKEA	ABEI	CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE	ARKEA SCD	FINANCO	MONEXT	SURAVENIR	SURAVENIR ASSURANCES	ARKEA BANKING SERVICES
Chiffre d'affaires	489 989			1 377 595				165	2 718 330	186 401	429 105	
Compte client	102 983			469 697				501	34 672	17 673	58 248	
Charges	41 586	5 037	1 466	12 902			270 542		580 350			
Fournisseurs	2 969	-665		-1 917			-58 554		-157 893			
Compte courant d'intégration fiscale												
Compte bancaire					3 640 738	36 919						

3-6 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges concernent des litiges salariaux.

4. Notes sur le compte de résultat

4-1 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel au 31/12/2022 est composé comme suit :

- Pénalité URSSAF (charges) 6 410 €
- Pénalité sur marché (charges) 1 186 €
- Pénalité de retard (produit) 2 787 €

5. Autres informations

5-1 REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

5-2 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Il n'y a pas d'engagements hors bilan.

5-3 SITUATION FISCALE LATENTE

	31/12/2022
Participation Salariés	226 979 €
Effort construction	13 679 €
Provisions Engagements retraite	52 298 €
Total Base d'économie futur d'impôts	292 956 €
Taux d'impôts	25,00%
Economies futures d'impôts	73 239 €

5-4 ENGAGEMENT DE RETRAITE

La méthode d'évaluation retenue repose sur l'actualisation des droits en fin de carrière.
Une provision est comptabilisée pour un montant de 582 417 €.

Le taux retenu pour l'actualisation des engagements de retraite est le suivant :

- Taux d'actualisation = 3,64 %

5-5 EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen sur l'exercice s'établit à 105 au 31 décembre 2022.

5-6 INTEGRATION FISCALE

La société est intégrée au groupe fiscal dont la société Crédit Mutuel Arkéa est la société mère.

Au 31 décembre 2022 il n'y a pas de déficit fiscal reportable.

6. Consolidation

Les comptes de la société Nextalk sont consolidés par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Mutuel Arkéa SA coopérative de crédit - RCS Brest 775 577 018

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 276 039		102 197
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	611 143		20 394
Installations générales, agenc., aménag.	1 080 435		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	609 664		13 947
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	12 785		1 073
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 314 027		35 413
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 900		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	56 777		1 517
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	58 677		1 517
TOTAL GENERAL	6 648 743		139 127

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			4 378 236	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.			631 536	
Installations générales, agencements divers		11 880	1 068 555	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	-12 785		636 396	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	12 785		1 073	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		11 880	2 337 560	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1 900	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			58 295	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			60 195	
TOTAL GENERAL		11 880	6 775 990	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 909 279	5 570		1 914 849
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 909 279	5 570		1 914 849
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	560 095	25 381		585 475
Installations générales, agenc. et aménag. divers	582 437	70 777		653 214
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	445 981	64 554		510 535
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 588 513	160 712		1 749 225
TOTAL GENERAL	3 497 793	166 282		3 664 074

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	762 441 67 500	52 298 132 500	232 322 	582 417 200 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	829 941	184 798	232 322	782 417
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	7 608		7 608	
DEPRECIATIONS	7 608		7 608	
TOTAL GENERAL	837 549	184 798	239 930	782 417
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice		184 798	47 672 192 258	

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	58 295		58 295
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	2 634 006	2 634 006	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 069	2 069	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	29 192	29 192	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	409 008	409 008	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	36 950	36 950	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	27 722	27 722	
Charges constatées d'avance	163 705	147 013	16 692
TOTAL GENERAL	3 360 946	3 285 960	74 987
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 400 546	1 400 546		
Personnel et comptes rattachés	1 033 045	1 033 045		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	509 052	509 052		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	709 059	709 059		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	55 678	55 678		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	205 506	205 506		
Autres dettes	530 718	530 718		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	6 475	6 475		
TOTAL GENERAL	4 450 079	4 450 079		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	223 258			1
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		4 427 436
Distributions sur résultats antérieurs		950 767
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		3 476 669
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		47 539
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		1 336 449
	SOLDE	1 383 988
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		4 860 657

Page 19/19